

BONNES FEUILLES

André Bellon : « L'altermondialisme est une résignation »



Dans son dernier livre, *Pourquoi je ne suis pas altermondialiste*, dont nous reproduisons ici l'introduction, l'ancien président de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale française, André Bellon, décrit la globalisation comme une idéologie et non comme un phénomène inéluctable. Refusant de composer avec ce qu'il considère comme une nouvelle forme d'oppression pour la rendre mieux supportable, il revendique le droit à l'insoumission intellectuelle et à la résistance politique.

page 2

Le Canada face au changement de régime états- unien

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

L'ancien ministre canadien des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, appelle ses concitoyens à résister aux pressions des États-Unis. M. Bush tente d'étendre à toute l'Amérique du Nord les restrictions de libertés qu'il a imposé dans son pays. En outre, il veut déployer sur le sol canadien des éléments du dispositif dit « de guerre des étoiles ». Le Canada serait bien inspiré de se rapprocher du Mexique qui subit les mêmes pressions que lui.

page 10

REPÈRE : 15 NOVEMBRE 1864

La soumission par l'annihilation

Dans les dernières semaines de la Guerre Civile Américaine, les troupes unionistes atteignent Atlanta, dans l'Alabama, capitale économique et culturelle de la confédération des États du Sud. La grande ville est mal défendue et l'état-major nordiste pense pouvoir obtenir sa reddition. Mais le général Sherman décide d'appliquer la « stratégie de l'annihilation ». Le 15 novembre 1864, il prend la ville et ordonne de la détruire par le feu malgré les milliers de soldats blessés qu'elle abrite. Il lance ensuite « la marche vers la mer » des colonnes infernales qui violent, pillent et détruisent toutes les propriétés et industries sur leur passage. Cette stratégie de la terreur avait été décidée par le président Abraham Lincoln afin de briser l'emprise des grands propriétaires fonciers et de libérer des terres pour la colonisation par les émigrants du Nord. Le Sud des États Unis mettra plus d'un siècle à s'en remettre tant économiquement que socialement. ■



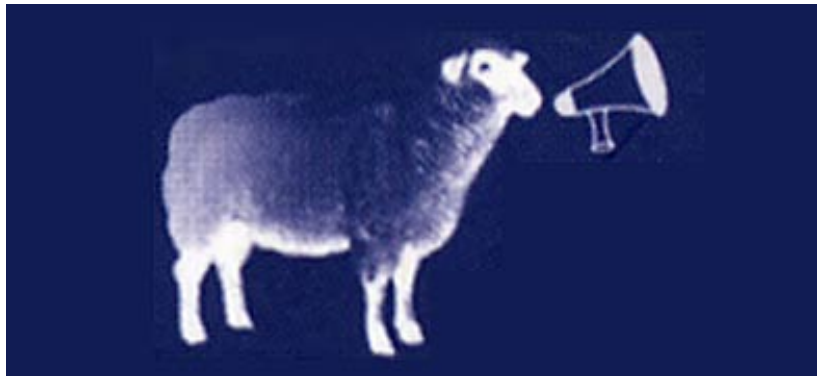
LA CAMPAGNE ANTI-FRANÇAISE DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS

La Commission des relations internationales de la Chambre des représentants enquête sur les éventuels détournements de fonds du programme « pétrole contre nourriture ». Son président, le républicain Henry J. Hyde (notre photo) soupçonne la BNP-Paribas, qui était en charge des règlements de l'ONU, d'avoir été corrompue par le régime de Saddam Hussein et d'avoir effectué des paiements de marchandises imaginaires. M. Hyde a auditionné les responsables états-uniens de la banque française, le 17 novembre 2004, et a saisi la Commission des services financiers pour un complément d'enquête. Depuis plusieurs mois, les parlementaires états-uniens tentent de démontrer que l'invasion de l'Irak par la Coalition était une cause altruiste tandis que l'opposition française était motivée par des intérêts financiers occultes. Après avoir diffamé plusieurs personnalités proches de Jacques Chirac, ils tentent d'impliquer la BNP-Paribas au conseil d'administration duquel siège un de ses parents par alliance, George Chodron de Courcel. ■

Bonnes feuilles

André Bellon : « L'altermondialisme est une résignation »

Dans son dernier livre, *Pourquoi je ne suis pas altermondialiste*, dont nous reproduisons ici l'introduction, l'ancien président de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale française, André Bellon, décrit la globalisation comme une idéologie et non comme un phénomène inéluctable. Refusant de composer avec ce qu'il considère comme une nouvelle forme d'oppression pour la rendre mieux supportable, il revendique le droit à l'insoumission intellectuelle et à la résistance politique.



« Les dieux n'étant plus, et le Christ n'étant pas encore, il y a eu, de Cicéron à Marc Aurèle, un moment unique où l'homme seul a été. »

Gustave Flaubert

Je ne suis pas alter-mondialiste ; et pourtant, je suis solidaire des centaines de milliers de manifestants qui s'expriment pour un autre monde dans les rues des mégapoles où survit une humanité de plus en plus paupérisée, soumise, méprisée ; je suis un parmi ces centaines de milliers de militants des forums sociaux locaux ou mondiaux comme un parmi ces millions d'hommes qui ont défilé dans les capitales du monde contre la folie guerrière des États-Unis. Ces défilés sont une réponse au discours révérencieux tenu depuis plusieurs

décennies par les prêcheurs qui monopolisent l'expression publique, à l'enthousiasme parfois délirant [1] de la classe dirigeante vis-à-vis de la mondialisation. Ils sont une réaction à cet environnement oppressant que nous apportent, depuis des années, les principaux médias ; tournons, par exemple, au hasard, les pages de *The Economist*, cet hebdomadaire si politiquement correct : « *Comment vous adaptez-vous à l'économie globalisée ?* » ; « *Pendant que beaucoup parlent de l'idée de village planétaire, nous le construisons* [2] ... ».

Cette unanimité est d'autant plus extraordinaire qu'on sait depuis longtemps que les processus d'uniformisation économique sont aussi générateurs d'inégalités. Privés des instruments de politique économique que sont le déficit budgétaire, voire la monnaie, les pays englobés dans la mondialisation voient l'ajustement se faire par l'inflation ou par le chômage. Dans tous les pays, la mondialisation met à mal les conditions de vie d'une partie d'autant plus importante de la société que le pays est plus pauvre. En atteignant des catégories de plus en plus larges, elle détruit les structures sociales sans les remplacer par une organisation viable de la société.

On ne peut donc que se réjouir de voir nombre de commentateurs ou de responsables politiques sortir, telle la Belle au bois dormant, de leur torpeur iréniste, et soudain forcés de constater que la mondialisation n'est pas heureuse pour tout le monde. Quelle satisfaction de voir le doute enfin s'installer quant aux conséquences humaines et sociales du développement capitaliste sans contraintes, d'avoir enfin le droit de dire que l'expansion commerciale ne s'accompagne pas systématiquement de « *mœurs douces* », contrairement à ce que ratiocinent les gardiens du « *village planétaire* », utilisant une pensée de Montesquieu qui leur sert de bréviaire !

L'expansion commerciale avait pourtant toujours eu son revers, depuis la traite des esclaves jusqu'à l'explosion des marchés d'armes ; mais elle a aussi toujours eu ses admirateurs zélés ; ce sont eux qui, dans les dernières décennies, ont occupé le haut du pavé, verrouillé l'expression publique contre toute nuance envers le nouveau dogme. De Raymond Barre à Margaret Thatcher en passant par Jacques Delors et Tony Blair, une seule politique était possible : elle devait passer par la mondialisation et par le développement des échanges commerciaux ; elle devait s'appuyer sur des organes internationaux chargés de vérifier le bon fonctionnement du libre échange, cette nouvelle panacée, de sanctionner les contrevenants, de châtier les hors-la-loi du nouvel ordre. Les peuples assistaient sans pouvoir dire grand-chose à ce raz de marée qui détruisait à la fois les nations et les acquis sociaux au nom du bonheur universel ; de temps en temps même, les puissances mondiales décrétaient, au nom du droit et de la démocratie, des interventions militaires qui rappelaient fâcheusement les canonniers d'antan. Mais, même si le citoyen moyen soupçonnait qu'on lui racontait une fois de plus des histoires afin de justifier juridiquement l'utilisation de la force pour des buts économiques et idéologiques, chacun finissait par s'en accommoder tant il paraissait impossible de faire autrement. La mondialisation était à la fois la nouvelle organisation de la planète et l'expression du génie de l'Occident. La critiquer, c'était attaquer un ordre de paix et de développement en même temps que la civilisation occidentale. Certains, parmi les nouveaux dirigeants du monde, s'octroyaient

même le monopole du cœur en s'appropriant le principe de solidarité dont ils définissaient eux-mêmes les règles et les instruments, présentant toute autre option comme un mélange d'archaïsme, d'irresponsabilité, voire de terrorisme.

Ce fut même, dans ce contexte, une satisfaction de voir l'intervention militaire préparée par les États-Unis contre l'Irak à coup de mensonges et dans un déferlement violent de propagande, mobiliser contre elle l'hostilité des foules occidentales en dépit du personnage repoussant de Saddam Hussein alors que, depuis la chute du mur de Berlin, toute intervention américaine était, dans l'ensemble, perçue sous l'étendard de la prospérité et de la démocratie ; il existait donc encore une liberté de pensée, un esprit critique, une capacité à s'opposer dans cette société normalisée !

Cela étant, je ne regarde pas cette évolution sans incertitude ; on a trop souvent, par le passé, sous-estimé l'extraordinaire capacité du capitalisme à récupérer toute contestation, voire à la détourner à son avantage ; et les oppositions au monde que nous vivons sont composites, marquées par des aspects conformistes autant que par des pulsions révolutionnaires, par le prêche moraliste autant que par l'action, par l'attrait du changement autant que par la peur des innovations, par la continuité sociale autant que par le bouleversement de la société, par le goût de l'affrontement autant que par les attitudes non violentes.

Il est bon de rassembler ceux qui aspirent à un autre monde, ceux qui s'opposent aux forces du capitalisme sans contraintes et du libéralisme le plus inégalitaire qui dominent la planète. Critiquer la droite s'impose comme une évidence ; mais à trop rassembler, on s'engage souvent dans l'inappréhensible.



André Bellon

Il faut rappeler l'attitude de la gauche au pouvoir en France dans les années 80-90 pour faire comprendre à quel point la volonté d'être soutenu par le plus grand nombre aboutit soit à des messages fades, soit à de la démagogie plus ou moins hypocrite ; il faut, pour le comprendre, se remémorer la gauche officielle déversant, durant des années, des discours émouvants et lyriques en faveur des opprimés alors qu'elle menait une politique favorable aux intérêts financiers les plus importants. C'est pourquoi on ne peut écouter sans circonspection, dans le débat politique, les offensives menées contre la mondialisation du libéralisme sauvage ou contre les dégâts qu'entraînent les systèmes totalement soumis à la logique financière. Ces critiques ne sont-elles passouvent, elles aussi, porteuses de la mondialisation ? Ne peuvent-elles pas être souvent, en effet, interprétées comme expliquant que, si la mondialisation libérale n'était pas sauvage ou si la finance était un peu plus encadrée, on pourrait parfaitement s'accommoder de la mondialisation, même libérale ? Le vocabulaire des gauches de pouvoir dans les pays occidentaux reste ambigu, même dans leurs combats ; bien plus, il se veut convenable, cherchant à être acceptable par ceux qu'on appelle pudiquement les modérés : le capitalisme n'y est plus jamais évoqué ; l'internationalisme n'est plus cité qu'en filigrane ; la construction européenne qui s'y est substituée est présentée, par principe,

comme un projet de paix et de bonheur dont il suffirait de pallier quelques conséquences néfastes. Mais on ignore dans les faits, tout en s'en plaignant dans les discours, la dégradation de la situation sociale qu'entraîne la restructuration du monde ; on feint d'oublier que l'internationalisme était aussi un combat collectif pour l'amélioration de la situation des exploités. Bref, devant la mondialisation, leur attitude rappelle ceux que stigmatisaient autrefois Bossuet lorsqu'il s'écriait : « *Ils feignent de s'affliger des conséquences tout en s'accommodant des causes.* »

Bien sûr, la masse de ceux qui militent pour un autre monde rejette ces attitudes politiciennes largement déconsidérées de nos jours ; ils sont essentiellement mus par de nobles motifs : *nous voulons un autre monde* ; un autre monde est certes possible ; c'est d'ailleurs, aujourd'hui, une nécessité d'autant plus forte que nombre de problèmes sont apparus qui ne peuvent être résolus au niveau d'un État particulier quel qu'il soit ; ainsi en est-il de la pollution, de la prolifération nucléaire, de la maîtrise de nouvelles technologies, de la sécurité...

Cela étant, une évolution sémantique a eu lieu qui n'est pas, tant s'en faut, une question de détail ; elle est, au contraire, lourde de sens : le 21 juillet 2002, le journal *Le Monde* titrait encore « *Un an après, le retour des anti-mondialistes à Gênes* » ; puis soudain, dans les éditoriaux, les anti-mondialistes sont devenus alter-mondialistes. Ce changement est passé presque inaperçu ; la transformation de terminologie, adoptée par le plus grand nombre, s'est imposée sans qu'on s'interroge vraiment : pas du tout anodine, en a-t-on mesuré tout le sens et toutes les conséquences ?

Le choix des mots et des concepts est fondamental dans l'histoire humaine. George Orwell l'avait parfaitement compris lorsque, dans sa description du totalitarisme absolu [3], il montrait « *comment rendre impossible le crime par la pensée grâce à l'abolition de la référentialité et de l'Histoire (....), au contrôle de la mémoire, individuelle et collective, à l'imposition d'une langue, la novlangue (...), créant ainsi une véritable dystopie [4] de la communication [5]* ».

Ne transigeons donc pas sur les mots. *Pour ma part, je me définis comme anti-mondialiste.* Cette vérité s'est imposée à moi comme un évidence au sortir d'un parcours personnel long, chaotique, parfois contradictoire ; comme toute une génération, j'ai vécu dans un pays longtemps dominé politiquement par le Parti socialiste de François Mitterrand ; comme beaucoup de citoyens de gauche, j'y suis passé et je dirai, au bout de ce chemin discutable, que c'était vraisemblablement une erreur qu'il fallait commettre. C'est au travers des difficultés et des erreurs qu'on découvre souvent le chemin qu'on doit prendre.

Je suis anti-mondialiste. Non par un goût ou une attirance particulière pour le passé : je sais, en effet, que des forces archaïques, en particulier d'extrême droite, combattent aussi la mondialisation ; je sais que leurs valeurs, en particulier leur vision étriquée et excluante de la nation, sont opposées aux miennes, qu'elles sont profondément réactionnaires. Mais je sais aussi que la mondialisation est déjà un concept dépassé, que les grandes luttes qu'elle a suscitées contre elle ne sont que les prémices de sa remise en cause. Je suis anti-

mondialiste parce que je crois que la période qui s'ouvre demande aux hommes de retrouver une identité politique, loin de ces magmas idéologiques sans signification concrète qui leur sont imposés pour mieux pervertir leur pensée ; *parce que je crois que la revitalisation de la politique, attribut essentiel de l'homme libre et donc du citoyen, et le retour de l'humanisme passent par le combat contre le concept même de mondialisation.*

Bien évidemment, dans le cadre institutionnel du monde qui nous environne, devant les contraintes érigées justement par le système mondialisé, les anti-mondialistes mus par les principes humanistes n'ont pas de représentation politique ; ils en ont d'autant moins que le combat contre la mondialisation se retrouve dans des camps très divers, allant de l'extrême droite à l'extrême gauche, et que, donc, sa lisibilité est rendue très difficile ; doit-on pour autant se positionner, histoire de faire plus respectable, ou, naïvement, dans un souci d'efficacité, dans un autre camp tout aussi ambigu en dépit des apparences ? Les partis officiels, en se contorsionnant un peu et en jouant sur l'ambiguïté de l'« alter », peuvent se dire alter-mondialistes. Dans l'embrouillamini général de l'échiquier politique, il n'y aura aucune efficacité sans clarté totale ; il ne faut pas hésiter à développer des analyses et à proclamer des principes sans se soucier de l'attitude des autres. On ne lève pas les ambiguïtés en en créant d'autres et il n'y a pas d'ambiguïtés plus acceptables que d'autres.

Réaffirmer les valeurs humanistes, c'est refuser de se situer d'entrée de jeu dans les présupposés, dans les contraintes d'une conception mondialiste que cherche à imposer, sous des formes diverses, l'idéologie dominante ; c'est se comporter en homme libre. Ce concept vieillot est pourtant la pierre angulaire de toute contestation idéologique sérieuse. En plagiant Spinoza, on déclare que la liberté est la réalisation de soi, rendue possible par la raison. Elle est une réalité concrète qui s'exprime dans des actions réfléchies. La conduite de l'homme libre est donc tout à fait autonome. L'homme libre est à la fois l'acteur et le modèle de la philosophie humaniste, cette philosophie qui, comme le disait Jean-Paul Sartre, « *prend l'homme pour fin et comme valeur supérieure* ». Aujourd'hui, alors que l'idée même d'homme libre est redevenue suspecte, vouloir réaffirmer l'humanisme, face à une mondialisation présentée comme fatale au-delà de ses formes diverses, c'est avant tout réaffirmer l'autonomie de l'individu ; or, c'est justement être anti-mondialiste.

Au demeurant, pourquoi l'aspiration à un autre monde devrait-elle se référer à un autre mondialisme ? Il n'y a qu'un mondialisme connu, celui construit par le capitalisme à son niveau actuel de développement. Avant toute quête d'un monde différent, il importe de refuser clairement ce processus, ses présupposés, les forces qui le construisent et le dominant. Car la mondialisation n'est au fond qu'une représentation idéologique du monde dont le seul fondement historique véritable est le rôle et la fonction des intérêts économiques et financiers dominants ; ce n'est que pour légitimer cette construction politique que ses thuriféraires en cherchent la



justification dans le développement considérable et universel de la technologie. Or, des bouleversements scientifiques et techniques d'une telle ampleur ont déjà eu lieu dans l'Histoire ; et les constructions politiques que l'humanité a faites en réponse ne furent pas toujours les mêmes. Le monde entier considéré comme le seul espace pertinent pour l'action politique est certainement intéressant pour le capitalisme dans sa phase de délocalisation permanente ou pour certains opérateurs financiers ; l'est-il autant pour le citoyen de base ?

Car il reste que, grâce à cette évolution de la pensée, le monde, dans son intégralité, est perçu comme le seul terrain possible de la transformation sociale ; conclusion d'autant plus perverse que cet espace total, par nature peu maîtrisable, ne se prête pas à l'organisation du combat social et que les capitalistes y ont toujours été gagnants. J'ai souvenir d'une réunion où quelques hommes d'affaires sentimentalement portés à une nostalgie envers la nation française évoquaient ce qu'ils appellaient le souverainisme quand soudain l'un d'entre eux s'écria : « *Oui, mais il ne faudrait pas que le souverainisme nous ramène le mouvement social !* »

L'idéologie de la mondialisation n'est pas apparue par hasard. Elle est le résultat du combat philosophique qui a été mené avec constance et application contre la pensée dite « *moderne* », c'est-à-dire contre le rationalisme et les grands philosophes des Lumières, contre une pensée historiquement libératrice. Les attaques des philosophes dits post-modernes ont conduit à critiquer l'humanisme, à rejeter la raison, à donner un sens péjoratif à la notion de nation, au nom des horreurs du 20^e siècle, oubliant que c'est la disparition de l'humanisme, le déni de la raison et le dévoiement de la nation dans le nationalisme qui avaient conduit à ces dérives ; elles aboutissent, ces attaques, à dénier à l'homme sa capacité de contestation fondamentale.

Il y a quelque temps, un philosophe avait choisi pour thème de conférence « *L'intelligence l'emportera-t-elle sur la bêtise ?* » ; il posait, à sa manière, la même interrogation philosophique. Car le pari de l'intelligence, c'est celui de la confiance dans l'humanité ; c'est le droit laissé à chaque homme de faire sa propre analyse ; ce n'est pas parce qu'un individu ne peut expliquer ses refus ou ses aspirations que ses refus ou ses aspirations doivent être condamnés. Face à un système qui tente de tout imposer, de tout réglementer, de tout contrôler, il y a là une véritable gageure. Il n'empêche : vouloir un autre monde, c'est donc d'abord accepter et vouloir l'homme comme un être libre et comme un citoyen.

L'idéologie de la mondialisation libérale cherche, par ailleurs, sa pseudo-légitimation historique dans l'histoire chaotique et les échecs de la gauche depuis un siècle, qu'il s'agisse de la dérive caricaturale du communisme soviétique ou des facilités de son frère ennemi, le « *nouveau* » socialisme moderne dont l'histoire reste à faire. « *Vous voyez bien, disent les thuriféraires du libéralisme, que toute autre voie conduit soit à des impasses, soit à reconnaître le bien-fondé de nos valeurs* ».

L'aspiration à un autre monde impose de répondre à ces attaques ; d'abord en regardant d'un œil critique l'histoire de la gauche ; ensuite en travaillant sur la définition des axes de la transformation sociale et des espaces dans lesquels il est possible et efficace d'agir pour ce changement dans un univers que le

capitalisme a généré en ce début de 21^e siècle.

La question n'est d'ailleurs pas neuve dans l'histoire de la gauche ; sous d'autres formes, il y a plus de cent cinquante ans, dans les tout débuts du mouvement ouvrier, le Manifeste du parti communiste de Marx et Engels déclarait : « *Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut leur ravir ce qu'ils n'ont pas. Comme le prolétariat de chaque pays doit en premier lieu conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe dirigeante de la nation, devenir lui-même la nation, il est encore par là national, quoique nullement au sens bourgeois du mot.* » Au-delà de toute exégèse, remarquons le lien établi entre la transformation sociale, la prise de pouvoir politique et l'importance accordée à l'existence d'une communauté politique.

Alors que le processus de mondialisation conduit à un espace apolitique, comment poser la question sociale et celle de l'organisation de la société sans remettre en cause la nature même de ce processus ? S'il est juste de dire que le combat pour l'humanité est par nature universel, cela ne donne de force qu'aux principes éthiques sur lesquels doivent se fonder les luttes sociales, mais ne définit pas le caractère, la place, le champ d'action pour un autre monde, ni l'articulation entre les différents niveaux.

On peut certes craindre, à trop clarifier les enjeux, d'être trop minoritaire, trop isolé ; mais il faut craindre surtout, à vouloir trop rassembler, de ne plus ressembler à rien ; comme le dit Alessandro Barrico : « *Il y a toujours une portion d'humanité qui n'est pas d'accord, qui se révolte contre l'inertie avec laquelle la majorité adopte les slogans que quelqu'un d'autre leur a inventés ; ce sont les rebelles* [6] ».

Sans cultiver le mythe des rebelles, reconnaissons leur utilité dans cette phase de désarroi. Leur faire place n'est pas faire table rase du passé ; ce serait le meilleur cadeau à offrir aux forces qui construisent et dominent aujourd'hui le processus de mondialisation. Le rôle de la rébellion est à la fois plus simple et plus fondamental ; il est de redonner confiance dans le refus. Il est de certifier la liberté de l'homme. Lorsque, dans le roman 1984 d'Orwell, O'Brien torture Winston pour lui faire abjurer cette *vérité en soi* qui postule que 2 plus 2 font 4, il montre à quel point il s'agit de l'affirmation d'une liberté, d'une question politique. Il laisse entendre qu'il existe un lieu où l'individu peut l'emporter sur le mensonge de l'idéologie officielle [7]. Ce lieu perdurera-t-il ? C'est une question fondamentale, car seule son existence permet à l'individu d'exprimer ses refus.

Le refus est, en effet, un des attributs fondamentaux du citoyen ; il est et reste un des fondements de la démocratie et de la république : en son article 2, la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen n'affirme-t-elle pas que l'un des « *droits naturels et imprescriptibles de l'homme est la résistance à l'oppression* » ?

André Bellon

Ancien député socialiste, Ancien Président de la Commission des Affaires Étrangères de l'Assemblée Nationale. Auteur, avec Anne-Cécile Robert, journaliste au Monde Diplomatique, de Un totalitarisme tranquille et Le peuple inattendu.

Ce texte est extrait de *Pourquoi je ne suis pas altermondialiste. Éloge de l'antimondialisation* par André Bellon, Mille et une nuits éd., 2004.

[1] Voir Alain Minc, *Le Monde*, 17 Août 2001 : « La mondialisation heureuse ».

[2] *The Economist*, Novembre 1999.

[3] George Orwell, *1984*, Gallimard, Folio, 1990.

[4] Sorte d'utopie noire où l'objectif de société idéale est pris à contre-pied.

[5] Voir Yves Breton, *Grandeur et décadence-Le développement dans tous ses états*, Éditions L'Interligne, 2002.

[6] Alessandro Barrico, *Petit livre sur la globalisation et le monde à venir*, Albin Michel, 2002.

[7] Voir Yves Breton, *ib.*

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Le Canada face au changement de régime états-unien

Analyse

L'ancien ministre canadien des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, appelle dans le *Toronto Star* ses concitoyens à résister aux pressions des États-Unis. M. Bush, qui se rendra prochainement au Canada, tente d'étendre à toute l'Amérique du Nord les restrictions de libertés qu'il a imposé dans son pays. En outre, il veut déployer sur le sol canadien des éléments du dispositif dit « de guerre des étoiles ». Non seulement le bon voisinage ne signifie pas la soumission, mais le Canada serait bien inspiré de se rapprocher du Mexique qui subit les mêmes pressions que lui.

Comme pour donner raison aux craintes de M. Axworthy sur la paranoïa états-unienne, Daniel Pipes se félicite dans le *New York Sun* de la réaction rapide des Néerlandais à comprendre le péril islamique dès le premier meurtre. Il aura en effet suffi de l'assassinat de Theo van Gogh, revendiqué par un jihadiste, pour que le pays s'embrace dans un feu d'artifice d'actes islamophobes. Un sondage assure qu'aux Pays-Bas, pays de la tolérance, 40 % de la population veut désormais jeter les musulmans dehors. La guerre des civilisations est en marche .

À l'inverse le prix Nobel de la paix, Shirin Ebadi, relate dans le *New York Times* son désarroi devant l'interdiction qui lui est faite de publier son dernier livre aux États-Unis. En vertu de l'embargo économique que le président Bush vient de reconduire contre l'Iran, il est interdit aux agents littéraires, traducteurs, éditeurs etc. de collaborer avec elle. La célèbre avocate vient donc de porter plainte contre le département du Trésor pour atteinte à son droit d'expression. Dans une tribune libre, non-rémunérée, elle observe que, si son droit

d'expression est limité en Iran, il est nul aux États-Unis.

Ed Feulner, président-fondateur de la Fondation Héritage, monte au créneau dans le *Boston Globe*. Il martèle que le président Bush a été largement élu et dispose donc d'un vrai mandat populaire. Sur les questions intérieures, il aurait bénéficié d'un fort soutien pour son projet de réforme des retraites et surtout pour sa défense du monopole hétérosexuel du mariage. Cette intervention tient de la méthode Coué : en réalité, l'organisation du scrutin (avec 36 millions de voix enregistrées électroniquement ou par Internet) ne permet pas de vérifier si M. Bush a été ou non bien élu. Il est par contre certain que sur les deux sujets évoqués, M. Bush dispose d'une majorité.

Quoi qu'il en soit, ce « mandat clair » autorise déjà M. Bush à exclure de son administration tous ceux qui contestent sa ligne. Michael Ledeen, journaliste et néanmoins ancien collaborateur des services secrets israéliens et états-uniens et ancien membre étranger de la Loge P2, se réjouit dans *USA Today* de la purge en cours à la CIA. Voilà trois ans qu'il l'attendait. Il reproche principalement aux cadres qui viennent d'être limogés d'avoir prétendu que les États-Unis devaient se distinguer d'Israël s'ils voulaient retrouver une crédibilité au Proche-Orient.

Shlomo Avineri, qui a joué le rôle d'expert ès démocratie pour le compte des États-Unis en Europe centrale, assure dans le *Jerusalem Post* que les élections palestiniennes ne sont qu'un leurre. Selon lui, quel que soit le successeur d'Arafat, il ne sera qu'un potentat de plus appuyé sur des polices secrètes. C'est une constante de la propagande israélienne de prétendre qu'Israël est un îlot démocratique, entouré d'un océan arabe non-démocratique. Cette généralisation absurde est un moyen de discréditer le président de l'Autorité palestinienne pour lui dénier la capacité de négocier au nom de son peuple. Dans un entretien au *Figaro*, le ministre français des Affaires étrangères, Michel Barnier, souligne l'importance des élections présidentielle, municipales et législatives qui doivent avoir lieu en Palestine occupée, y compris à Jérusalem-Est. Or, le gouvernement d'Ariel Sharon, tout en déclarant soutenir le processus électoral, vient de faire fermer les bureaux d'enregistrement de Jérusalem-Est. M. Barnier se réjouit de la volonté du président Bush d'accompagner la création d'un État palestinien avant la fin de son mandat, en 2009, mais il rappelle que le même M. Bush s'était engagé, lors de la rédaction de la « feuille de route » à y parvenir avant 2005. À propos de l'Union européenne, l'ancien commissaire européen se considère sans surprise que l'adoption du Traité constitutionnel est indispensable.

Réseau Voltaire

Lloyd Axworthy



Ancien ministre des Affaires étrangères canadien (1996-2000), ancien envoyé spécial de l'ONU pour l'Éthiopie et l'Érythrée et directeur du Liu Institute for Global Issues, Lloyd Axworthy est vice-chancelier de l'université de Winnipeg.

« La visite de Bush : il est temps de commencer »

Source : Toronto Star

Référence : « Bush visit : Let's start over », par Lloyd Axworthy, *Toronto Star*, 16 novembre 2004.

La prochaine visite de **George W. Bush** au Canada doit nous pousser à nous interroger sur une nouvelle approche de notre coexistence avec nos voisins, même s'ils ont choisi un gouvernement que la plupart des Canadiens n'aiment pas. La dure réalité est que l'administration Bush reflète une opinion publique émergente aux États-Unis : plus conservatrice, plus militariste et plus nationaliste. Le traumatisme du 11 septembre occupe toujours une part importante dans l'esprit des États-Unis et ils croient qu'une réponse forte affranchie des règles internationales est leur meilleure défense. Malgré cela, notre géographie nous lie à eux et nous avons des intérêts communs.

C'est là qu'il y a une division dans notre pays. Certaines élites politiques, économiques, militaires et intellectuelles sont engagées de façon congénitale à accroître l'intégration de notre pays avec les États-Unis, mais la majorité de la population le refuse. Le problème est que nous n'avons pas cherché le bon équilibre et que nos dirigeants ont accepté toutes les demandes des États-Unis (notamment en matière de sécurité, ce qui a affaibli notre Charte des droits). Nous avons accepté sans restriction l'interprétation états-unienne de la menace terroriste bien qu'elle ait montré ses limites et qu'elle ait entraîné une dévalorisation du Traité de non-prolifération. Dans le même temps, l'administration Bush a accumulé des déficits colossaux et ne tient pas compte du dérèglement climatique.

La réélection de W. Bush doit marquer le réveil du Canada. Lors de sa visite, de fortes pressions seront exercées pour que des accords soient signés, mais il ne faut rien signer que l'on pourrait regretter plus tard. Nous devons définir notre propre position sur les problèmes globaux, pas contre les États-Unis, mais indépendamment d'eux. Nous devons développer notre principe de « responsabilité de protection », qui place la défense des populations civiles au-dessus de la souveraineté des États et l'appliquer aussi bien au Soudan que dans la protection des populations menacées par le réchauffement climatique. Nous devons également nous pencher sur la proposition mexicaine d'une communauté nord-américaine et nous rapprocher de Mexico pour présenter un front uni face à l'agenda états-unien.

Daniel Pipes



Administrateur de l'US Institute of Peace, Daniel Pipes est le fondateur du Middle East Forum et l'auteur de *Militant Islam Reaches America*. Il est collaborateur de Benador Associates. Pour une biographie détaillée, voir l'enquête que le Réseau Voltaire lui a consacrée.

« L'"éducation par le meurtre" en Hollande »

Source : Jerusalem Post

, New York Sun

Référence : « 'Education by murder' in Holland », par Daniel Pipes, *Jerusalem Post*, 17 novembre 2004.

Ce texte peut être trouvé en français ici

L'« éducation par le meurtre » décrit la lente et douloureuse façon dont la population se réveille face au problème de l'islam radical. Il a fallu 3000 morts aux Américains pour qu'ils se réveillent (ou au moins pour que les conservateurs se réveillent), des centaines de morts à Bali pour les Australiens, l'attentat de Madrid pour les Espagnols, l'atrocité de Beslan pour les Russes et 12 travailleurs décapités pour les Népalais. Mais il a suffi d'un seul mort pour les Néerlandais.

Cela vient de l'identité de la victime : **Théo van Gogh**, un réalisateur, producteur, invité de talk shows et éditorialiste libertarien qui a la particularité d'être parent avec Vincent van Gogh. Lors des dernières années, il avait réalisé deux films sur l'islam. Il a été tué avec une rare violence et son meurtrier n'a pas eu pitié malgré les supplications de sa victimes. Le meurtrier présumé, Mohammed Bouyeri, a la double nationalité néerlandaise et marocaine et il a laissé une note de cinq pages appelant au jihad contre l'Occident sur le corps de sa victime. Les enquêteurs de la police ont vite réalisé que l'assassin était un islamiste qu'il connaissait bien puisqu'il était suspecté de « conspiration à caractère terroriste » et qu'il aurait des liens avec Al Qaïda.

Qu'un critique de l'islam soit tué de façon rituelle pour avoir exprimé ses opinions dans une œuvre artistique est quelque chose sans précédent non seulement en Hollande, mais en Occident. Cela a secoué l'une des sociétés les plus tolérante du monde. Des membres du gouvernement ont dénoncé ce crime et la population également via des manifestations. On a compté plus de 20 attaques ou contre-attaques contre des mosquées ou des églises. Les sondages montrent que 40 % de la population souhaite que le million de musulmans qui vivent aux Pays-Bas ne se sentent plus chez eux dans ce pays. Cela prouve que le jihad est contre-productif car il provoque la croisade. S'il continue, la réaction néerlandaise s'étendra partout.

Shirin Ebadi



Avocate féministe et militante des Droits de l'homme iranienne, Shirin Ebadi a reçu le Prix Nobel de la paix en 2003.

« Les lois américaines qui bâillonnent les étrangers »

Source : International Herald Tribune

, New York Times

Référence : « Bound but Gagged », par Shirin Ebadi, *New York Times*, 16 novembre 2004.

« The American rule that gags foreigners », *International Herald Tribune* 17 novembre 2004

Quand j'ai reçu le Prix Nobel de la Paix en 2003, les Iraniens et les musulmans partout dans le monde ont espéré que cela affaiblirait le stéréotype du musulman terroriste. Nous pensions que le prix encouragerait une meilleure compréhension de l'islam et que notre interprétation de l'islam en harmonie avec la démocratie, l'égalité, la liberté religieuse recevrait une plus grande audience, notamment en Occident. C'est également ce message que je voulais faire passer dans mes mémoires, un livre qui romprait avec l'image traditionnelle de la femme musulmane. En Iran, 63 % des étudiants et 43 % des salariés sont des femmes et je voulais expliquer comment les femmes des pays musulmans peuvent être actives politiquement et professionnellement même dans un régime théocratique.

C'est pour cela que j'ai été furieuse d'apprendre qu'il était presque impossible que mon livre soit publié aux États-Unis car le département du Trésor continue d'empêcher l'importation de livres venant d'Iran, de Cuba et d'autres pays. En fait, je pourrais publier mes mémoires aux États-Unis, mais il serait illégal pour un agent littéraire, un rédacteur, un éditeur ou un traducteur de m'aider. Je ne suis pas la seule dans ce cas et de nombreux étudiants iraniens ne peuvent pas publier leurs articles dans des revues scientifiques états-uniennes.

J'ai eu souvent maille à partir avec les durs du régime iranien et je ne pourrais pas publier mon livre en Iran. Publier mon livre aux États-Unis implique déjà des risques pour moi en Iran, mais je les accepte car je crois que le message de ce livre est important. Si je ne peux rien publier aux États-Unis, quelle est la différence entre la censure aux États-Unis et en Iran ? Voilà pourquoi j'ai porté plainte contre le département du Trésor.

Edwin J. Feulner



Ancien président de la Société du Mont Pèlerin, Edwin J. Feulner est président de la Heritage Foundation.

« Cessez de nier le fait que Bush a définitivement un mandat »

Source : Chicago Tribune

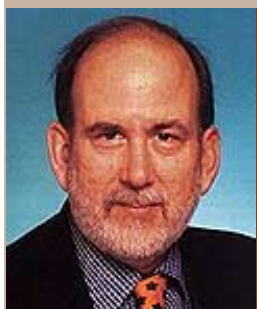
Référence : « Stop denying the fact that there definitely is a Bush mandate », par Ed Feulner, *Chicago Tribune*, 16 novembre 2004.

Sans se soucier des 59,4 millions d'Américains qui ont voté pour lui et du fait qu'il est le premier président à avoir plus de 50 % des voix depuis son père en 1988, beaucoup de commentateurs de gauche estiment que le président **George W. Bush** n'a pas vraiment reçu de mandat de la population.

En réalité, il a reçu un mandat clair sur toutes les questions qu'il a abordé durant la campagne. Cela touche son programme sur les retraites, une question sur laquelle il a défendu des positions qui sont souvent qualifiées de suicidaires dans une campagne électorale. L'avenir du mariage était également en jeu et il a proposé un amendement constitutionnel pour le défendre, ce qui était la voie la plus difficile, mais les 11 référendums fédéraux pour protéger le mariage ont été adoptés. Le président devait agir contre les activistes qui violaient la loi en délivrant des certificats de mariages à des personnes du même sexe. Enfin, pour la première fois, les affaires du monde ont joué un rôle déterminant et les électeurs ont soutenu la politique étrangère de Bush malgré toutes les attaques contre lui.

Lors de l'élection qui a connu la plus grande participation depuis 1968, Bush a gagné un mandat clair.

Michael Ledeen



Ancien collaborateur des services secrets états-unien et israélien et membre de la loge P2 en Italie, Michael Ledeen est éditorialiste régulier de *National Review*. Il est l'auteur de *The War Against the Terror*

« La guerre au terrorisme est en marche »

Source : USA Today

Référence : « War on terror is on track », par Michael Ledeen, *USA Today*, 15 novembre 2004

Je ne suis pas surpris de voir les gens quitter la CIA. Leur travail lors de la décennie passée a été présenté par une longue série de commissions du Congrès ou présidentielles comme des échecs. En fait, ce qui est surprenant, c'est que ce grand nettoyage n'ait pas eu lieu plus tôt. Je le demande depuis le 12 septembre 2001.

Certains de ces analystes déçus se plaignent via des fuites dans les médias ou des livres « anonymes » que nous avons perdu de vue la guerre au terrorisme. Pourtant, de quoi a traité l'interminable campagne présidentielle si ce n'est de

Masters. Il détient la chaire de la Liberté à l'American Enterprise Institute et il est l'un des experts du cabinet de relations publiques Benador Associates.

ça ? Ils continuent d'affirmer que certaines de nos actions anti-terroristes les plus vigoureuses n'ont fait qu'empirer les choses et que nous devrions nous attaquer aux « racines » du terrorisme : le soutien états-unien aux régimes corrompus au Moyen-Orient et à Israël. De telles affirmations montrent à quel point leur analyse est erronée.

Je suis favorable à la fin du soutien aux régimes corrompus, mais je ne crois pas que cela fera des jihadistes des amis. Il serait par contre moralement écœurant et contre-productif d'abandonner une société démocratique comme Israël. Pour vaincre le terrorisme, il faut tuer des terroristes et soutenir la liberté. J'ai régulièrement rappelé que la CIA n'avait pas d'agent en Irak le 11 septembre 2001, cela montre l'étendue de leur échec.

Shlomo Avineri



Shlomo Avineri est professeur de sciences politiques à l'université hébraïque de Jérusalem. Il est ancien directeur général du ministère des Affaires étrangères israélien. Membre d'un institut satellite de la CIA chargé de l'assistance aux partis de gauche, il a été impliqué dans les processus de démocratisation de nombreux pays de l'Est européen.

« Sorti d'un baril de poudre »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Out of the barrel of a gun », par Shlomo Avineri, *Jerusalem Post*, 17 novembre 2004.

La prochaine direction palestinienne ne sera pas le résultat d'un scrutin, quel que soit le résultat du vote. C'est une part du pernicieux héritage de **Yasser Arafat**.

Beaucoup ont cru que l'exposition à la société ouverte israélienne allait pousser les Palestiniens à adopter le système démocratique après les accords d'Oslo, mais le système importé de Tunis par Arafat et ses collègues était totalement différent. Il tua dans l'œuf toutes les promesses de société ouverte et, comme les autres potentats arabes, Arafat fonda son pouvoir sur le contrôle personnel et sur les milices armées. L'Autorité palestinienne est devenue un régime de polices secrètes. **Dennis Ross** a récemment écrit dans son livre *The Missing Peace* que quand il avait demandé à Arafat pourquoi il avait sept services de sécurité, Arafat lui avait répondu, « Moubarak en a 12 ». Depuis, ces forces de sécurité forment la base du pouvoir palestinien.

En cela, l'Autorité palestinienne est représentative de la politique dans le monde arabe qui ne s'est pas modernisée en 20 ans. Ce n'est pas un problème inhérent à l'islam comme le montre la Turquie, le Bangladesh ou même l'Iran, qui malgré l'échec des réformateurs est plus pluraliste que les pays arabes. Le problème est que les Palestiniens, comme les Arabes, n'ont pas les éléments constitutifs d'une société civile : le pluralisme, la tolérance, le courage civil, le non-conformisme ou la responsabilité individuelle.

Peut-être que le successeur d'Arafat sera plus tolérant, mais son pouvoir reposera sur un baril de poudre.

Michel Barnier



Ancien commissaire européen français chargé de la politique régionale et ancien président du groupe défense de la Convention européenne, Michel Barnier est ministre français des Affaires étrangères.

« Un État palestinien ne peut pas attendre »

Source : Le Figaro

Référence : « Un État palestinien ne peut pas attendre », par Michel Barnier, *Le Figaro*, 17 novembre 2004.

Comme je l'avais dit à **Yasser Arafat** et comme je l'ai dit à **Ariel Sharon**, la France veut agir pour régler le conflit israélo-palestinien, mais nous voulons agir en Européens. Les 25 pays de l'Union sont unanimes sur l'analyse de cette crise et le chemin pour en sortir : application de la « feuille de route », création d'un État palestinien en garantissant la sécurité d'Israël, plan d'accompagnement du retrait de Gaza, dans toutes ses dimensions politique, économique et sécuritaire, et bien sûr fin des violences. Nous voulons également aider les Palestiniens à organiser les élections. Il y a trois scrutins que nous sommes prêts à aider à organiser. L'élection présidentielle, qui va avoir lieu dans les soixante jours, les élections municipales, en décembre, et les élections générales. Il est très important qu'Israël facilite l'organisation de ces élections et la participation de tous les Palestiniens, y compris à Jérusalem-Est. Les 25 sont unanimes pour dire aux États-Unis qu'il est temps d'agir avec nous, les Russes et l'ONU. Contrairement à ce que certains disent, je ne pense pas que la France soit disqualifiée pour jouer un rôle au Proche-Orient à cause des actes antisémites commis sur son sol, ce n'est pas non plus ce que j'ai entendu en Israël. Nous devons créer un État palestinien le plus vite possible. **George W. Bush** a souhaité que cela se fasse avant la fin de son second mandat, mais il ne faut pas attendre 2009. Après tout, la feuille de route parlait de 2005. Nous avons souhaité que la conférence de Charm el-Cheikh sur l'Irak intègre les pays de la région et les forces politiques irakiennes qui doivent être le plus nombreuses possibles à s'engager dans un processus politique et démocratique. J'espère que cela aura lieu car il faut préparer la fin du mandat de l'ONU en 2005. Nous voulons aider à la reconstruction politique et économique de l'Irak pour sortir de ce « trou noir » qui peut emporter toute la région, mais nous ne pensons pas que la présence de l'OTAN soit la bienvenue en Irak. **Colin Powell** était devenu pour moi un ami et un partenaire attentif, toujours ouvert au dialogue. **Condoleezza Rice** qui va le remplacer est une femme de caractère, mais cela ne veut pas forcément dire que nous aurons un durcissement de la politique étrangère états-unienne, je ne veux pas faire de procès d'intention. Je plaide pour que les Américains jouent un jeu plus multilatéral, mais le vrai point de désaccord est probablement dans l'idée que la France et les États-Unis se font du nouvel ordre mondial. La France souhaite un monde multipolaire et pense que pour combattre le terrorisme il faut aussi combattre ces racines : les guerres, la pauvreté, les injustices. Pour relancer le dialogue, il serait bon que la France et les États-Unis renouent le dialogue via la constitution d'un groupe bilatéral de haut niveau chargé de réfléchir à une nouvelle alliance.

Concernant l'Union européenne, mon souci est l'efficacité des institutions et la

Constitution est un vrai progrès objectif, même si j'aurai préféré qu'on aille plus loin dans certains domaines. C'est pour cela que je n'arrive pas à comprendre les raisons de ceux qui se prétendent Européens et qui s'y opposent. Je n'imagine pas un instant que mon pays, qui a fait partie des six membres fondateurs de l'Union européenne, puisse refuser ce texte même si le débat sera difficile et que rien n'est gagné d'avance. Je pense que les négociations avec la Turquie s'ouvriront après le référendum.